

La France se pose en tech pensante

Chefs d'Etats, institutions, société civile et entrepreneurs se réunissent ces lundi et mardi dans le cadre du Sommet pour l'action sur l'IA. L'objectif pour Paris: dessiner les contours d'une voie capable de peser face aux mastodontes américains et chinois.

Par
AMAELE GUITON
et **ELISE VINIACOURT**
Photomontage **HENRIKE STAHL**

Pour Paris, c'est une équation à plusieurs paramètres: ne pas se laisser distancer dans une compétition technologique qui voit les Etats-Unis et la Chine faire la course en tête, en insistant sur la nécessité d'une «*autonomie stratégique*» française et européenne; mettre en avant son «*attractivité*» propre tout en cultivant son image de puissance d'équilibre à même d'installer les pays du Sud autour de la table; plaider pour une gouvernance internationale et des

normes communes... mais appuyer plus ou moins discrètement sur la pédale de frein quand la régulation risque de handicaper ses propres licornes.

RISQUE PROBABLE ET IMMÉDIAT D'UN DUOPOLE

Le Sommet pour l'action sur l'intelligence artificielle qui s'ouvre ce lundi dans la capitale – deux jours de plénières et de tables rondes au Grand Palais, plus quelques dégagements thématiques, troupes régaliennes à l'Ecole militaire, experts du développement durable au ministère de la Transition écologique ou nuées de startupeurs à la Station F – tient à la fois du classique grand raout diplomatique

et des clinquants rendez-vous de la «tech» dont raffole la macronie. Après quelques journées apéritives, discussions scientifiques sur le plateau de Saclay puis rencontres culturelles à la BNF, plus d'un millier d'invités sont attendus, pour le sommet proprement dit, sous l'imposante verrière du bâtiment des bords de Seine: chefs d'Etat et de gouvernement, patrons, ONG, chercheurs... Parmi les premiers: le vice-président américain, J.D. Vance, le vice-Premier ministre chinois, Ding Xuexiang, la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, ou encore le (futur ex-)Premier ministre canadien, Justin Trudeau, et son homologue indien, Narendra Modi, dont le **Suite page 4**

Suite de la page 2 pays coprésident l'événement. Côté entreprises, les géants américains du secteur font le déplacement, tels Sam Altman, le cofondateur d'OpenAI, berceau du célèbre robot conversationnel ChatGPT, ou le PDG de Google, Sundar Pichai.

L'idée d'organiser à Paris un sommet sur l'intelligence artificielle a germé sitôt clos le premier du genre, initié par le Royaume-Uni et réuni en novembre 2023 à Bletchley Park – domaine du Buckinghamshire où un certain Alan Turing, pionnier de l'informatique, cassa les codes de chiffrement de l'Allemagne nazie avec ses collègues du renseignement britannique. 2023, soit l'année où des experts et quelques figures de l'industrie numérique, dont Elon Musk et Steve Wozniak, le cofondateur d'Apple, alertent sur le «risque existentiel» que poserait pour l'humanité le développement incontrôlé d'intelligences artificielles de plus en plus puissantes et réclament un moratoire. La rencontre de Bletchley Park est d'ailleurs un sommet sur la «sécurité» de l'IA.

Quinze mois et un autre sommet plus tard, à Séoul en mai, la préoccupation n'a pas disparu mais, pour les acteurs politiques et économiques de tous les pays autres que les Etats-Unis et la Chine, le risque le plus probable et le plus immédiat est surtout celui de voir se consolider un duopole, tant Washington et Pékin ont quelques longueurs d'avance, en particulier en matière d'IA dites génératives. Le retour de Donald Trump à la Maison Blanche et la mutation d'Elon Musk en liquidateur ploutocrate de l'administration fédérale américaine accentuent encore la tendance. L'annonce martiale par Trump du projet d'infrastructures d'IA «Star-gate», avec son pharaonique budget de 500 milliards de dollars, a rappelé – quand bien même l'initiative avait déjà été largement amorcée sous l'ère Biden – qu'être la première économie mondiale présente quelques avantages, surtout quand on ne s'embarasse pas de préventions sur l'impact environnemental des technologies. La réplique chinoise, avec le chatbot de la start-up Deep-Seek, n'en a pas moins fait basculer les marchés l'espace de quelques jours.

SE REFAIRE UNE SANTÉ POLITIQUE

Dans ce contexte, les quelque 750 start-up de l'intelligence artificielle à la française, parmi lesquelles la licorne Mistral, les 2,5 milliards d'euros du plan «France 2030» investis

depuis 2018 et l'attrait, pour un secteur gourmand en infrastructures, d'une énergie «décarbonée» – c'est-à-dire nucléaire – peuvent difficilement suffire à faire contrepoids. Le sommet sur l'intelligence artificielle entend positionner Paris dans une gouvernance internationale encore très embryonnaire (lire page 3), qui a accouché pour l'essentiel de quelques déclarations principiellées et de premières réglementations régionales, tel l'AI Act européen. Il s'agit de «renverser le narratif», dit-on carrément à l'Elysée, pour «susciter de l'enthousiasme» autour d'une IA mise «au service de la société et non l'inverse» – les grandes thématiques objets des tables rondes incluent les impacts pour le travail, la culture ou l'environnement – et pour sortir de la tenaille américano-chinoise.

Parmi les initiatives annoncées à l'occasion du Sommet figure ainsi la création d'une fondation dédiée au financement de projets logiciels en open source (du code ouvert, qu'il est possible de dupliquer et de modifier) ou de bases de données ouvertes. Un moyen de «faire en sorte que l'intelligence artificielle ne soit pas concentrée chez quelques «Big Tech» monocolturelles, que des petits pays puissent bénéficier de ces technologies», explique Guillaume Poupard, directeur général adjoint de Docaposte

et envoyé thématique IA de confiance du sommet. Financée pour une moitié par des Etats et pour l'autre par le secteur privé, entreprises ou fonds philanthropiques, cette nouvelle structure lancée dimanche soir et baptisée «Current AI» a pour ambition de recueillir 2,5 milliards d'euros sur cinq ans.

Autres initiatives annoncées par l'Elysée : le lancement d'une coalition associant Etats et entreprises pour une «IA durable», plus respectueuse de l'environnement, ainsi qu'un «renforcement» du Partenariat mondial pour l'intelligence artificielle, créé en 2020 avec le Canada, qui rassemble aujourd'hui une quarantaine de pays, dont l'Inde, le Brésil ou encore les Etats-Unis. Reste à savoir quelle sera la capacité d'initiatives multilatérales à véritablement peser sur les poids lourds Washington et Pékin... Sans compter que tout est affaire de curseur en France et en Europe aussi. Au-delà des proclamations de durabilité voire de «frugalité», il est beaucoup question ces jours-ci de construction de data centers géants dans l'Hexagone à coups de dizaines de milliards d'euros : 30 à 50 milliards promis par un consortium franco-émirati, 20 autres milliards annoncés par le fonds canadien Brookfield.

Quant à la régulation, tout le monde n'en a pas la même vision. Bien décidé à profiter du sommet sur l'IA pour se refaire une santé politique de leader de la «start-up nation», Emmanuel Macron, dans un entretien à la presse régionale vendredi, a appelé à ce que l'Union européenne «simplifie, accélère» : le risque, selon lui, est «que certains ne se donnent aucune règle», mais aussi «qu'à l'inverse, l'Europe se donne trop de règles»... Il est vrai que quelques lobbyistes français, dont l'ancien secrétaire d'Etat au Numérique Cédric O, se sont démenés pour tenter d'affadir l'AI Act.

Pourtant, du contre-sommet mis sur pied par le philosophe Eric Sadin et le Syndicat national des journalistes à l'appel «pour résister à l'IA et son monde» lancé par plusieurs associations (la Ligue des droits de l'homme, la Quadrature du Net, Sherpa...) et des syndicats, s'exprime plus que jamais l'inquiétude de voir une technologie déployée tous azimuts – «à fond», dirait Macron – court-circuiter voire démanteler les droits fondamentaux et sociaux, les cadres collectifs de délibération, la protection de l'environnement. Inquiétude qu'une volonté élyséenne de «susciter l'enthousiasme» ne suffira certes pas à dissiper. ◀

ChatGPT, un journaliste comme les autres ?

Témoign d'une expérimentation de l'IA générative au sein du quotidien régional «l'Est républicain», le délégué syndical Eric Barbier est devenu un fervent critique de son utilisation dans les médias.

maine de l'instrument informatique. Là, on a un algorithme qui déplace l'autonomie de l'être humain vers la machine», explique le reporter de 51 ans qui couvre les sujets du terroir local depuis Besançon (Franche-Comté).

«Impact éditorial»

Alors que les médias étonnent encore avec cette révolution annoncée, mais toujours pas vraiment concrétisée, pour le journalisme, Eric Barbier s'en est fait un fervent critique. Au point d'être l'un des artisans du contre-sommet de l'IA qui se déroulera ce lundi au théâtre de la Concorde à Paris. Pile en face du Grand Palais où se presseront Emmanuel Macron ou Sam Altman, le patron d'OpenAI (et donc créateur de ChatGPT), à l'occasion du sommet officiel.

L'expérience commence en octobre 2023, quand la direction du quotidien régional invite les organisations syndicales à un «temps

d'échange». Une réunion informelle où leur est montré un PowerPoint annonçant une expérimentation de l'IA générative au sein du secrétariat de rédaction, le service d'édition du journal. Le projet : passer à la moulinette de ChatGPT les textes envoyés par les correspondants locaux de presse, ces rédacteurs qui n'ont pas le statut de journalistes mais remplissent une grande partie des pages locales. «On n'avait pas de soucis particuliers concernant les textes des correspondants jusque-là,

explique Eric Barbier, qui reconnaît par ailleurs à sa direction un vrai souci de transparence autour de ce projet. Les éditer, ça a toujours été le cœur du métier de secrétaire de rédaction chez nous. On nous opposait que ça allait leur retirer des tâches répétitives et chronophages.»

Après l'annonce, «nous demandons immédiatement une expertise», se souvient Eric Barbier. «Parce qu'on voyait bien que cette nouvelle technologie aurait un impact éditorial,

social et économique, avec à terme de possibles réductions d'effectifs justifiées par des gains de temps grâce à l'outil.» Le test a lieu pendant trois mois à partir de novembre 2023, avec une version payante de ChatGPT utilisée par les secrétaires de rédaction basés à Nancy et s'occupant de l'agence de Lunéville. Deux consultantes d'un cabinet d'expertise viennent assister pendant deux mois au déploiement de l'outil dans la rédaction, au plus

LIBÉ.FR

Petites mains remplacées, rédacteurs virtuels, photos

«hallucinatoires»... CheckNews étudie l'influence de l'intelligence artificielle sur les médias en ligne et les pratiques journalistiques au sens large dans une série d'articles à retrouver sur Libération.fr.

près des éditeurs. 700 articles passent par ChatGPT. Et à la fin, un rapport de 84 pages est délivré en mars. «Dans les grandes lignes, celui-ci dit que l'utilisation de l'IA générative interfère directement avec le cœur de métier du secrétaire de rédaction, expose Eric Barbier. Et plus les IA génératives s'améliorent, plus celui-ci aura le sentiment d'être éloigné de son métier.»

«Charge mentale»

Un sentiment de dépossession de son travail pour le secrétaire de rédaction, qui se transformerait en assistant de ChatGPT. «L'IA générative est en réalité un véritable agent rédactionnel, pas un simple assistant passif, estime Eric Barbier. C'est une vraie divergence que l'on a avec notre direction, qui nous présente ChatGPT comme un banal outil de correction orthographique ou syntaxique. Mais il a une véritable mission éditoriale puisqu'on lui demande de récrire le texte de base.»

En vingt-huit ans de carrière au sein de l'Est républicain, dont une vingtaine comme délégué syndical SNI (Syndicat national des journalistes), Eric Barbier a vu passer son lot de révolutions technologiques. Mais rarement a-t-il été confronté à une technologie aussi «innovative» pour son métier, dit-il, que ne l'est ChatGPT, introduit au sein des rédactions du quotidien régional à l'automne 2023. «Auparavant, on restait dans le do-

L'IA durable, entre vœu pieux et opportunité de marché

L'avènement de l'intelligence artificielle pose la question de l'impact environnemental des centres de données. Le ministère de la Transition écologique y voit pour sa part un secteur de compétitivité.

L'intelligence artificielle durable. L'expression sonne comme un oxymore tant le déploiement à large échelle des IA génératives – type ChatGPT – s'est accompagné «d'une augmentation importante de la consommation de ressources et d'énergie», selon la professeure d'informatique à l'Université de Bordeaux Aurélie Bugeau. C'est pourtant bien le titre de l'événement que le ministère de la Transition écologique organise mardi en parallèle du grand raout numérique voulu par l'Élysée. En 2023, selon une étude du cabinet Deloitte, les centres de données consommaient 1,4 % de l'électricité mondiale. Ils devraient passer à 3 % d'ici 2030. Google, comme d'autres gros opérateurs du secteur, a reconnu que le développement de l'IA mettait à mal son objectif de parvenir à la neutralité carbone dans cinq ans. «Le secteur a conscience de ces problématiques», affirme Aurélie Bugeau. Et la France compte bien s'en servir.

l'intelligence artificielle, avec un data center géant d'une capacité de calcul pouvant aller jusqu'à un gigawatt. L'investissement pourrait atteindre entre 30 et 50 milliards d'euros. Le fonds canadien Brookfield va également investir 20 milliards d'euros dans des data centers en France d'ici 2030.

L'ingénieur Maxime Efoui-Hess ne voit pas ces déploiements d'un bon œil. Selon lui, les Etats vont être confrontés à des «arbitrages politiques». «En Irlande, les data centers consomment déjà autant que les logements urbains», pointe le coordinateur numérique du Shift Project – le think tank de l'ingénieur Jean-Marc Jancovici sur la décarbonation de l'économie. «La consommation d'électricité est un problème global, renchérit Aurélie Bugeau. Si ces entreprises utilisent autant d'énergie décarbonée qu'annoncé, que vont faire les autres secteurs ?» Autrement dit, l'électrification des transports et de l'industrie est en compétition avec l'IA pour l'accès à de l'énergie bas carbone.

Dès lors, la question de l'utilité des intelligences artificielles déployées peut se poser. Si le ministère de la Transition écologique met en avant des logiciels pour mieux suivre la montée des eaux ou prédire le climat, l'IA est massivement utilisée pour avoir une réponse rapide à une question, déléguer l'écriture d'un texte ou créer des fausses photos. La consommation de minerai, d'eau et d'énergie nécessaire pour la faire

cheuse participe à un Observatoire mondial sur l'impact environnemental de l'IA lancé le 3 février par l'École normale supérieure grâce à un financement de l'entreprise Capgemini. «Nous allons travailler de manière indépendante sur les éléments non pris en compte dans les méthodologies actuelles comme l'impact environnemental des composants en fin de vie, les conséquences de l'IA sur les infrastructures électriques, ou encore les impacts indirects des IA liés aux changements de comportements qu'elles produisent», précise la chercheuse.

Limites. Le ministère se dit conscient du manque de données et affirme soutenir de l'ordre de «quelques dizaines de milliers d'euros» la communauté scientifique, notamment le projet Green Algorithms en partenariat avec l'Université de Cambridge. Côté entreprises, le gouvernement travaille pour faire émerger une «norme volontaire», non contraignante, basée sur la notion d'«IA frugale» définie par l'Association française de normalisation (Afnor). Une démarche qui invite à se questionner avant de déployer une IA : est-ce qu'il n'existe pas une autre solution moins consommatrice pour répondre au même objectif ?

Maxime Efoui-Hess pose le problème différemment. Il propose de définir d'abord quelles infrastructures il est possible de construire en respectant les engagements

bas carbone et ensuite, de voir quelles IA sont souhaitables. Une manière d'accepter les limites de l'innovation humaine ? La démarche est à mille lieues de celle de Donald Trump qui a annoncé un financement de 500 milliards de dollars pour un mégaprojet d'infrastructures d'intelligence artificielle.

Attractivité. Au ministère de la Transition écologique, on considère «la durabilité» comme un «facteur de compétitivité». Avec son mix électrique très faiblement émetteur de carbone, la France est attractive pour l'installation de data centers soucieux de leur empreinte carbone. Les Emirats arabes unis ont déjà annoncé jeudi vouloir construire en France un «campus» axé sur

tourner en vaut-elle le coup ? Et, d'abord, connaît-on précisément l'empreinte environnementale des IA ? «Les fabricants de cartes graphiques comme Nvidia ne sont pas transparents sur leurs données. On utilise des modèles pour estimer l'émission de CO₂ engendrée par la fabrication d'un microprocesseur, mais on a encore beaucoup d'incertitudes», témoigne Aurélie Bugeau. La cher-

OLIVIER MONOD